

Marché de travaux

FR-26-17

**DEMOLITION DE BATIMENTS ET CONSTRUCTION DE 4
MAIONS NEUVES ET REHABILITATION D'UNE MAISON
EXISTANTE EN 5 LOGEMENTS 75/77 RUE PAUL
VAILLANT COUTURIER 51100 REIMS**



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES

Sommaire

1. Objet du marché, dispositions générales	5
1.1. Objet	5
1.2. Décomposition du marché.....	5
1.3. Variantes	5
1.4. Options	6
1.5 Mode de dévolution - Forme juridique de l'attributaire.....	6
1.6. Représentation des parties	6
1.7. Réalisation de prestations similaires	6
1.8. Sous-traitance	6
2. Pièces constitutives.....	8
3. Forme des notifications et informations au titulaire	10
3.1. Ordre de service.....	10
3.2. Convocation du titulaire.....	10
3.3. Information au titulaire	10
4. Prix et variation du prix	11
4.1. Mode d'établissement du prix.....	11
4.2. Nature du prix	11
4.3. Contenu des prix	11
4.4. Forme et variation du prix.....	12
5. Retenue de garantie.....	13
6. Avance.....	13
7. Règlement des comptes	13
7.1. Demandes de paiement.....	13
7.1.1. Demandes de paiement mensuelles	13
7.1.2. Acomptes mensuels.....	14
7.1.3. Demande de paiement finale.....	15
7.1.4. Dans le cas d'une réception avec réserve.....	15
7.1.5. Paiements des cotraitants.....	15
8. Délais D'exécution des travaux	16
8.1. Définition des délais d'exécution des travaux	16
8.2. Prolongation des délais d'exécution :	17
8.3. Prolongation ou report des délais en matière de tranches optionnelles	18

8.4. Prolongation ou report des délais en cas de réquisition	18
9. Délais de transmission des pièces constitutives du marché.....	18
10. Exécution du marche	18
10.1. Préparation du chantier	18
10.2. Installation du chantier	21
10.3. Autorisations administratives.....	22
10.4. Personnel intervenant.....	22
10.5. Conditions d'exécution	25
10.6. Ajournement et interruption des travaux	26
10.6.1. Ajournement des travaux :	26
10.6.2. Interruption des travaux pour retard de paiement :	26
10.6.3. Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles :	27
11. Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages.....	27
11.1. Provenance des matériaux et produits	27
11.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	27
11.3. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	27
11.4. Implantation des ouvrages et localisation des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens.....	29
12. Coordination et exécution des travaux	30
12.1. Réalisation d'un ouvrage en présence de marchés séparés	30
12.1.1. <i>Calendrier détaillé d'exécution des travaux</i>	30
12.1.2. <i>Coordination des travaux</i>	30
12.1.3. <i>Répartition des dépenses communes</i>	30
12.1.3.1. Dépenses affectées	30
12.1.3.2. Dépenses communes compte prorata	30
12.2. Période de préparation, programme d'exécution des travaux.....	31
12.3. Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails	31
12.4. Echantillons	31
13 Contrôles	32
13.1. Essais et contrôles – Généralités.....	32
13.2. Contrôle par l'organisme.....	33
13.3. Transparence sur les plans d'actions correctives	33
14. Assurances.....	33
14.1 Assurance de responsabilité	33
14.1.1 <i>Assurance de responsabilité civile professionnelle</i>	33

14.1.2	Assurance de responsabilité civile décennale	34
14.2	Dispositions diverses.....	34
14.2.1	Absence ou insuffisance de garantie du titulaire.....	34
14.2.2	Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage.....	34
14.2.3	Sinistres	35
14.2.4	Non-production d'attestation d'assurances	35
15.	Réception	35
15.1.	Généralités	35
15.2.	Opérations préalables à la réception.....	36
15.3.	Réceptions partielles	37
15.4.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	38
16.	Garantie de parfait achèvement.....	38
16.1.	Délai de garantie	38
16.2.	Prolongation du délai de garantie.....	39
16.3.	Levée des réserves et reprise des travaux dans le cadre de la garantie de parfait achèvement	39
17	Sanctions et mesures coercitives	39
17.1.	Pénalités	39
17.2.	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	41
17.3.	Réfaction	41
18	Résiliation du marché	42
18.1.	Résiliation pour faute du titulaire	42
18.2.	Résiliation pour événements extérieurs au marché	43
18.3.	Résiliation du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de son mandataire	43
18.4.	Opérations de liquidation.....	44
19.	Différends et litiges	45
20.	Protection des Données	46
21.	Vidéoprotection.....	46
22.	Liste des annexes.....	46

Identification du pouvoir adjudicateur

Nom du pouvoir adjudicateur : LE FOYER REMOIS, Société Anonyme d'HLM (SIREN : 335 581 211)

Adresse : 8, rue Lanson - CS 10029 - 51722 REIMS CEDEX

1. OBJET DU MARCHÉ, DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux portant la démolition de bâtiments et construction de quatre maisons neuves et la réhabilitation d'une maison existante en cinq logements sur un ensemble immobilier sis 75/77 rue Paul Vaillant Couturier à REIMS (51100) dans la Marne pour le compte de la SA HLM LE FOYER REMOIS.

Le marché sera uniquement régi par le présent CCA à l'exclusion de tous cahiers de clauses d'ordre général et des conditions de vente du candidat.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont définies dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

La consultation est réalisée selon une procédure adaptée ouverte conformément aux articles L.2123-1 et suivants et R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique, avec la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats.

1.2. Décomposition du marché

Le présent marché se compose des sept (7) lots suivants :

N° du lot	Intitulé du lot
lot 01	ESPACES EXTERIEURS-VRD
lot 02	GROS-ŒUVRE/ démolitions
lot 03	CHARPENTE BOIS
lot 04	COUVERTURE BARDAGE
lot 05	MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIES
lot 06	MENUISERIE INTERIEURE -CLOISONS -DOUBLAGE
lot 07	PLOMBERIE CVC
lot 08	ELECTRICITE CFO-CFA
lot 09	FINITIONS (PEINTURE - CARRELAGE FAIENCE)
lot 10	RAVALEMENT

1.3. Variantes

Les candidats sont autorisés à présenter une variante dans leur offre. Les variantes doivent à minima respecter mes exigences techniques du CCTP.

Dans tous les cas, les candidats sont tenus de présenter une offre répondant à la consultation de base. Ainsi, le candidat qui souhaite proposer une variante doit présenter :

- Une offre de base ;
- Une offre variantée.

1.4. Options

Aucune option n'est prévue dans le cadre du marché objet de la présente consultation.

1.5 Mode de dévolution – Forme juridique de l'attributaire

Le présent marché sera conclu soit en entreprise individuelle, soit en entreprises groupées.

Il est interdit de présenter pour le présent marché, plusieurs offres sur le même lot, en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ou en tant que membre de plusieurs groupements.

Dans le cas d'un groupement, la décomposition chiffrée entre cotraitants, par éléments de mission, sera fournie obligatoirement.

1.6. Représentation des parties

Dès la notification du marché, le TITULAIRE et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au TITULAIRE du marché. En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le TITULAIRE et le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice en cours d'exécution du marché.

Pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le responsable du projet est M Nicolas RICHEPIN, Responsable d'Opérations au sein de la SA d'HLM LE FOYER REMOIS.

1.7. Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au TITULAIRE du marché, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.8. Sous-traitance

1.8.1 Sous-traitance directe

Le sous-traitant direct est le sous-traitant du TITULAIRE ou, dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le sous-traitant de l'un des membres du groupement.

Le TITULAIRE devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance (en 3 exemplaires originaux) dûment complété et signé en y joignant :

- Ensemble des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales selon l'arrêté du 31 janvier 2003 ou l'état annuel des certificats ou formulaire NOT12 ;
- Extrait KBIS ;

- Attestations d'assurances décennale et Responsabilité civile ;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut aussi être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il demande son agrément ;
- Les moyens humains ;
- Des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il demande son agrément ;
- RIB.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le maître d'ouvrage notifie au TITULAIRE et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le TITULAIRE fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au TITULAIRE ainsi qu'au maître d'œuvre désigné par le marché.

Le maître d'ouvrage peut demander que le montant des prestations du sous-traitant soit présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du TITULAIRE.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du TITULAIRE.

Dès que l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement ont été obtenus, le TITULAIRE fait connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le TITULAIRE à l'application des mesures coercitives prévues par le présent CCA. Il en est de même si le TITULAIRE a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

Le TITULAIRE est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants au maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le maître d'ouvrage, le TITULAIRE encourt une pénalité journalière égale à 1/1000 du montant hors taxes du marché, ou de la tranche concernée, éventuellement modifiée, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné.

En outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance trente jours après cette mise en demeure expose le TITULAIRE à l'application des mesures coercitives prévues par le présent CCA.

Le TITULAIRE s'engage à transmettre au sous-traitant l'exemplaire qui lui revient.

1.8.2 Sous-traitance indirecte

Le sous-traitant indirect est le sous-traitant d'un sous-traitant, dénommé entrepreneur principal du sous-traitant indirect.

Un sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant indirect et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au TITULAIRE une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le maître d'ouvrage ait accusé réception au TITULAIRE d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L. 2193-14 du code de la commande publique ou avant la signature par le maître d'ouvrage de l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au maître d'ouvrage pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du TITULAIRE, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au TITULAIRE, aux fins de remise au maître d'ouvrage, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au maître d'ouvrage pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être notifié au maître d'ouvrage, comporte l'ensemble des informations mentionnées à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique.

Les transmissions mentionnées ci-dessus sont effectuées par l'intermédiaire de tous les entrepreneurs principaux successifs éventuels jusqu'au sous-traitant direct concerné.

2. PIECES CONSTITUTIVES

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

Pièces constitutives du marché :

- L'acte d'engagement (AE), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives (CCA) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;

L'acte d'engagement et le CCA prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

Concernant le CCTP, les annexes prévalent sur les clauses du CCTP en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

- La série de plans, schémas et croquis, éventuellement accompagnés de ceux établis par les bureaux d'études ;
- Le Règlement de Consultation (RC) et son annexe ;
- L'Offre du Candidat.

Pièces générales constitutives du marché :

Toute entreprise qui remet une offre reconnaît connaître ces documents non joints au dossier.

- *Les documents techniques suivants :*
 - Normes européennes et internationales (NF EN et NF EN ISO) ;
 - Les Eurocodes et leurs annexes nationales ;
 - Les normes françaises ;
 - Les normes NF DTU, DTU et règles de calculs applicables aux marchés de travaux ;
 - Les avis techniques des produits et matériaux mis en œuvre ;
 - Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF et du CSTB ;
 - Le règlement Sanitaire Départemental.
- *Les réglementations générales :*
Il s'agit de tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur et applicables aux prestations objet du marché.

Pièces établies en cours d'exécution du marché :

- *Le calendrier détaillé d'exécution établi au démarrage du chantier remplace le calendrier général d'exécution ;*
- *Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;*
- *Les comptes rendus hebdomadaires de chantier ;*
- *Les éventuels avenants au marché.*

Les pièces établies en cours d'exécution du marché lorsqu'elles modifient les documents contractuels initiaux ont vocation à les remplacer et prennent leur place dans la préséance des pièces pour les stipulations qu'elles ont modifiées.

Information complémentaire

La DPGF annexée à l'acte d'engagement n'a pas valeur contractuelle sauf pour l'application des prix unitaires aux travaux supplémentaires ordonnés par la maîtrise d'ouvrage en cours de chantier.

Ordre de préséance des pièces :

En cas de contradiction ou de différence dans les pièces du marché, l'Acte d'Engagement prévaudra sur toutes les autres pièces. Chaque pièce prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste ci-dessus.

3. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

3.1. Ordre de service

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le TITULAIRE en accuse réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Lorsque le TITULAIRE estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Si les observations, dûment motivées, notifiées par le TITULAIRE visent à informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le TITULAIRE est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de quinze jours, le TITULAIRE n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

Les observations sont notifiées :

- Au maître d'ouvrage, copie faite au maître d'œuvre, si l'ordre de service est émis par le maître d'ouvrage ;
- Au maître d'œuvre, copie faite au maître d'ouvrage, si l'ordre de service est émis par le maître d'œuvre.

Le TITULAIRE se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au TITULAIRE, qui a seul qualité pour formuler des observations.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations.

3.2. Convocation du titulaire

Le TITULAIRE se rend sur les chantiers ou tous lieux définis par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre toutes les fois qu'il en est requis lors de l'exécution de ses travaux. Lorsque le TITULAIRE a achevé ses travaux, il est convoqué uniquement lorsque sa présence est nécessaire. Il est accompagné, à la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, de ses sous-traitants.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

3.3. Information au titulaire

Pour les notifications au TITULAIRE de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes : échange électronique (courriel) ou courrier recommandé avec accusé de réception.

4. PRIX ET VARIATION DU PRIX

4.1. Mode d'établissement du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

4.2. Nature du prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire. Le prix est celui figurant à l'acte d'engagement de l'entrepreneur.

La décomposition d'un prix forfaitaire est présentée sous la forme d'un détail évaluatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter.

Hormis l'accord des parties contractantes pour la modification du prix par voie d'avenant au présent marché, le prix ne peut varier qu'aux conditions fixées au présent CCA, notamment pour cause de variation économique, pénalités, résiliation.

Les montants sont calculés en appliquant les taux de TVA selon la réglementation en vigueur.

4.3. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au TITULAIRE une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Les Parties au présent marché acceptent expressément d'assumer les risques d'un changement de circonstance imprévisible. De ce fait, elles renoncent expressément à l'application de la théorie de l'imprévision prévue par l'article 1195 du Code civil.

Les prix du marché sont hors TVA.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

La construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;

- L'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- Le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- L'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- Les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

La rémunération du mandataire sur les dépenses résultant de son action de coordination des membres du groupement conjoint sont réputées couvertes par les prix des travaux qui lui sont attribués.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le TITULAIRE, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

4.4. Forme et variation du prix

Le marché est passé à prix révisable.

Les prix seront révisables une seule fois par an à la date d'anniversaire du premier ordre de service de début d'exécution des prestations dans les conditions ci-après définies. La première révision interviendra ainsi un an après le début d'exécution des prestations.

S'il s'écoule plus d'un an entre la notification du marché et l'envoi du premier ordre de service de début des prestations, la première révision interviendra à la date du premier ordre service.

Le TITULAIRE communiquera à L'ORGANISME le résultat de la révision contractuelle par courrier ou par voie électronique au plus tard 3 mois avant la date de mise en œuvre de la révision, sauf dans le cas où la première révision intervient à la date du premier ordre de service. A défaut, Le TITULAIRE est réputé avoir renoncé à l'application de la révision.

L'ORGANISME disposera d'un délai de 15 jours calendaire pour exprimer son éventuel désaccord.

La révision portera sur les sommes restant dues au TITULAIRE au moment de sa mise en œuvre.

Les montants des prestations seront révisés suivant la formule ci-après :

$$P = P_0 \times [0,15 + (0,85 BT01h/BT01_0)]$$

Avec :

P : Prix révisé de l'année N
Po : Prix de l'année N-1

BT01₀ : Indice « BT01 » connu au mois de l'ordre de service – 3 mois
BT01₁ : Indice « BT01 » connu au mois de révision – 3 mois

Dans tous les cas, la révision annuelle ne pourra excéder 2,5%.

Il est précisé que la valeur des indices diffusée sur le site www.lemoniteur.fr, édité par Groupe Moniteur, sera utilisée pour les calculs de révision de prix.

5. RETENUE DE GARANTIE

Il est prévu une retenue de garantie de 5 % qui sera appliquée sur chaque demande de paiement.

Le TITULAIRE pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande délivrée par un établissement bancaire.

D'un commun accord avec le maître d'ouvrage, le TITULAIRE du marché peut présenter une caution personnelle et solidaire d'un établissement bancaire en lieu et place de la garantie à première demande.

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte, la taxe à la valeur ajoutée à la date de signature du marché étant incluse. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au TITULAIRE du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ou garantie ne seront libérées que trente (30) jours après la date de la levée effective de ces réserves.

6. AVANCE

Le marché ne fait pas l'objet d'avance.

7. REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme il est indiqué ci-après :

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le TITULAIRE transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

7.1. Demandes de paiement

7.1.1. Demandes de paiement mensuelles

Les demandes de paiement mensuelles seront présentées conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage.

Le 25 du mois, le TITULAIRE remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte.

Le projet de décompte mensuel ne comprend pas d'approvisionnements ni de primes puisque le présent marché ne prévoit ni paiement d'approvisionnement, ni primes.

L'état d'acompte sera notifié par tout moyen au TITULAIRE par le maître d'œuvre au plus tard le 10 du mois suivant la remise du décompte mensuel par le TITULAIRE.

Le délai global de paiement qui court à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle du TITULAIRE est de 60 jours maximum.

Le montant des travaux est établi de la façon suivante :

Si le marché définit des phases d'exécution des travaux et s'il indique le montant du prix à régler à l'achèvement de chaque phase, le projet de décompte comprend :

- Pour chaque phase exécutée, le montant correspondant ;
- Pour chaque phase entreprise, une fraction du montant correspondant égale au pourcentage d'exécution des travaux de la phase, ce pourcentage résultant simplement d'une appréciation.

En dehors de ce cas, le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage ; pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage, si le maître d'œuvre l'exige, de la décomposition de prix.

7.1.2. Acomptes mensuels

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au TITULAIRE. Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant des primes, le cas échéant ;
- c) Le montant de la TVA ;
- d) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- e) L'effet de l'actualisation ; les parties de l'acompte actualisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au TITULAIRE ;
- g) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le TITULAIRE ;
- h) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au TITULAIRE est la somme des postes a et c ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes b (en cas de primes), e et f et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes d (en cas de pénalités), e, g et h.

Le maître d'œuvre notifie au TITULAIRE l'état d'acompte mensuel et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet.

7.1.3. Demande de paiement finale

Le TITULAIRE transmet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage son projet de décompte final dans un délai de trente (30) jours à compter de la plus tardive de ces dates :

- Date de notification de la décision de réception ;
- A compter de la décision implicite d'acceptation de l'ouvrage.

Le projet de décompte général du maître d'œuvre devra comporter les informations relatives à la situation du TITULAIRE par rapport à ses obligations vis-à-vis du paiement du compte prorata. Ces informations devront lui être fournies par le gestionnaire du compte prorata.

Le pouvoir adjudicateur disposera d'un délai de 60 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le TITULAIRE pour lui notifier le décompte général ;

Lorsque le TITULAIRE notifie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, en l'absence de notification du décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 60 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif. A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le TITULAIRE ne pourra devenir le décompte général et définitif.

7.1.4. Dans le cas d'une réception avec réserve

Lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au TITULAIRE par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- 60 jours à compter de la levée de la dernière des réserves ;
- 60 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché.

7.1.5. Paiements des cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement. Seul le mandataire sera destinataire des versements, à charge pour lui de les répartir entre les membres du groupement.

7.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels et du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante : **IM = M x J/365 x Taux IM**

M = montant de l'acompte en TTCJ = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement (365 = nombre de jours calendaires de l'année civile).

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du TITULAIRE du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013/100 du 28 janvier 2013.

7.3. Facturation

Il pourra être présenté des facturations de travaux exécutés en cours de chantier. Les situations de travaux et les factures définitives seront transmises en deux (2) exemplaires à l'ORGANISME.

Les factures dématérialisées seront adressées uniquement à l'adresse courriel ci-dessous et portant le numéro comptable du marché indiqué en page de garde de l'acte d'engagement :

COMPTABILITE-FOURNISSEUR@foyer-remois.fr

Le Foyer Rémois se réserve la faculté de modifier en cours de marché les modalités de transmission de facture en fonction de ses besoins et de ses obligations réglementaires.

8. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Définition des délais d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux est de **dix-huit (18) mois**, dont deux (2) mois de préparation de chantier, à compter de la notification du marché.

Les délais d'exécution propres à chaque lot est indiqué dans le planning prévisionnel de l'opération.

Chaque titulaire de lot devra donc s'adapter à ce planning et prévoir un effectif suffisant pour respecter le délai propre à son lot.

8.1.1. Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation définie à l'article 8.1 et le délai d'exécution des travaux défini ci-dessous.

Un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation. Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées dans les documents particuliers du marché, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au TITULAIRE, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

En dehors des cas de marchés à tranches optionnelles, le TITULAIRE ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de six mois à celle de la notification du marché.

8.1.2. Les stipulations de l'article 8.1.1 s'appliquent aux délais, distincts du délai d'exécution de l'ensemble des travaux, qui peuvent être fixés par le marché pour l'exécution de certaines tranches de travaux, ou de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations.

8.1.3. Si les documents particuliers du marché fixent, au lieu d'un délai d'exécution des travaux, une date limite pour l'achèvement des travaux, cette date n'a de valeur contractuelle que si les documents particuliers du marché fixent en même temps une date limite pour le commencement des travaux. En ce cas, la date fixée par ordre de service pour commencer les travaux doit être antérieure à cette dernière date limite.

8.1.4. Dans le cas de travaux allotis, le délai d'exécution des travaux incombant au TITULAIRE est fixé par le maître d'ouvrage au sein du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis tous corps d'état confondus et en tenant compte d'un calendrier prévisionnel d'exécution qui précise les dates d'intervention relatives à chaque lot et figure dans les documents particuliers du marché. Ce délai d'exécution est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier.

8.2. Prolongation des délais d'exécution :

8.2.1. En dehors des cas prévus aux articles 8.2.2 et 8.2.3, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

8.2.2. Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- Un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- Une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;
- La survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- Un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- Un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du TITULAIRE. Un ordre de service notifie au TITULAIRE la durée de la prolongation.

8.2.3. Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au TITULAIRE par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué dans les documents particuliers du marché. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, si les documents particuliers du marché prévoient la prolongation du délai d'exécution en fonction de critères qu'il définit, cette prolongation de délai est notifiée au TITULAIRE en récapitulant les constatations faites.

8.3. Prolongation ou report des délais en matière de tranches optionnelles

Lorsque les délais impartis pour la notification de l'ordre de service d'exécuter une tranche optionnelle est défini par rapport à l'origine du délai d'exécution d'une autre tranche, il est, en cas de prolongation de ce délai ou de retard du fait du TITULAIRE constaté dans cette exécution, prolongé d'une durée égale à celle de cette prolongation ou de ce retard.

8.4. Prolongation ou report des délais en cas de réquisition

Lorsque le TITULAIRE est amené à intervenir dans le cadre d'un ordre de réquisition, le délai d'exécution du marché en cours est prolongé de la durée d'intervention nécessitée par cette situation d'urgence.

9. DELAIS DE TRANSMISSION DES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le délai de transmission de pièces administratives ou techniques est d'une (1) semaine après la demande du Maître d'Ouvrage du bureau de contrôle ou du coordonnateur SPS. Tout retard dans la transmission des pièces entraînera les pénalités exposées au présent CCA.

10. EXECUTION DU MARCHE

10.1. Préparation du chantier

Il est prévu une phase de préparation du chantier. Cette phase a pour objectif :

- De procurer l'ensemble des documents et moyens nécessaires ;
- De permettre la mise au point technique du projet ;
- D'ajuster la planification des travaux.

10.1.1. Période de préparation :

La période de préparation est la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis. Cette période est incluse dans le délai d'exécution du marché. Elle est, sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, fixée à une durée de deux mois.

Les documents particuliers du marché précisent les tâches à réaliser par le TITULAIRE pendant la période de préparation.

Le démarrage des travaux mentionné dans l'ordre de service ne peut intervenir que lorsque les tâches préparatoires sont achevées.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au TITULAIRE ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

10.1.2. Programme d'exécution - Calendrier d'exécution :

10.1.2.1. Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des travaux précisant la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution. Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires est annexé à ce programme.

Si les documents particuliers du marché le prévoient, le TITULAIRE établit un plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité et le porte à la connaissance du maître d'œuvre, qui le vise.

Les dispositions de ce plan, dont le marché peut indiquer le cadre, sont de la responsabilité du TITULAIRE. Celui-ci est libre de les modifier, à l'exception de celles rendues contractuelles par le marché. Les modifications sont portées à la connaissance du maître d'œuvre comme le plan initial.

10.1.2.2. Cas des travaux exécutés dans le cadre d'un marché unique :

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le programme d'exécution indique les dispositions prévues par le mandataire pour assurer la coordination des tâches incombant aux autres membres du groupement.

Le programme d'exécution des travaux est notifié pour visa du maître d'œuvre, et copie en est adressée au maître d'ouvrage, quinze jours au moins avant l'expiration de la période de préparation. Si une telle période n'est pas prévue par les documents particuliers du marché, ce programme est notifié trente jours au plus tard après la notification du marché.

Passé le délai de trente jours à compter de la date de notification pour visa, l'absence de visa ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux.

10.1.2.3. Cas des travaux allotis :

Dans le cas de travaux allotis, le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) du chantier, en concertation avec les TITULAIRES des différents lots, puis il est soumis par l'OPC à l'approbation du maître d'ouvrage et adressé pour avis au maître d'œuvre, au plus tard quinze jours avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service aux TITULAIRES de chacun des lots. Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les TITULAIRES concernés, le calendrier prévisionnel mentionné à l'article 18.1.4 s'applique.

10.1.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs :

Les mesures et dispositions fixées par le code du travail en matière de sécurité et de protection de la santé font l'objet des plans qui y sont énoncés, notamment en application du chapitre II du titre III du

livre V de la partie 4 de ce code, ainsi que des dispositions de prévention des risques dus à l'amiante.

Ces plans, lorsque leur établissement est de la responsabilité du TITULAIRE, sont communiqués au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ainsi que, lorsque la réglementation l'exige, au maître d'ouvrage. L'absence de remise de ces plans fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

Les stipulations du présent article 10.1.3 s'imposent à chacun des membres d'un groupement ainsi qu'à l'ensemble de leurs sous-traitants.

10.1.4. Gestion de la qualité :

10.1.4.1. Pour obtenir la qualité requise des ouvrages, dans le cadre éventuel du programme d'exécution prévu à l'article 10.1.2, le TITULAIRE prend les dispositions utiles en matière notamment :

- D'organisation ;
- De contrôles exercés par le TITULAIRE ou pour son compte, sur ses propres actions, ou celles de ses sous-traitants. L'ensemble de ces contrôles est désigné par l'expression de contrôle intérieur ;
- De traçabilité du suivi des travaux et de traçabilité des matériaux dont il a la charge et des résultats du contrôle intérieur ;
- De modes de communication avec les autres acteurs du chantier.

10.1.4.2. Le marché ou le plan qualité peuvent identifier certaines étapes des travaux comme des étapes sensibles, où des vérifications particulières sont utiles. On distingue en la matière ;

- Les points critiques, étapes dont le TITULAIRE prévient à l'avance le maître d'œuvre pour qu'il puisse, s'il le juge utile, y assister et en vérifier les conditions d'exécution ;
- Les points d'arrêt, étapes dont le TITULAIRE ne peut engager l'exécution qu'avec l'accord exprès du maître d'œuvre.

10.1.4.3. Les résultats du contrôle intérieur sont adressés par le TITULAIRE au maître d'œuvre ou tenus à la disposition de celui-ci, dans les conditions précisées par le marché.

10.1.4.4. Lorsque l'exécution du marché comporte la mise en œuvre d'équipements ou de produits comportant des spécifications de pose, d'entretien ou d'usage, ces spécifications figurent au programme d'exécution des travaux.

10.1.5. Registre de chantier :

L'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le TITULAIRE ou chacun des membres, en cas de groupement d'opérateurs économiques.

Ce registre est tenu à la disposition du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et est remis au maître d'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

Lorsque les documents particuliers du marché le prévoient, le registre de chantier peut prendre la forme d'une plateforme numérique commune, administrée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, sur laquelle chaque acteur du chantier dépose les documents qu'il émet. Les documents

particuliers du marché précisent les modalités de mise en œuvre et d'utilisation de cette plateforme.

10.2. Installation du chantier

Emplacement et installations de chantier :

Les installations collectives de chantier seront prioritairement situées dans l'emprise du terrain définie au dossier. En cas d'impossibilité, le TITULAIRE du lot n°1 « Démolition – Gros Œuvre » doit prévoir dans son offre l'utilisation du domaine public ou d'autres emplacements du domaine privé hors terrain d'emprise du projet. Les entreprises qui ont présenté une offre pour ce lot sont réputées avoir examiné sur place les possibilités et contraintes liées à l'installation de chantier.

Ces mêmes conditions s'appliquent à toute entreprise qui souhaite installer ses propres bungalows, containers, etc. pour son usage personnel.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre et le coordonnateur de sécurité se réservent un droit de contrôle sur les installations réalisées.

Le TITULAIRE du lot n°1 devra en phase préparation leur soumettre le plan d'installation de chantier.

Le TITULAIRE, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, s'engagent au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives à leurs installations de chantier.

Bureau de chantier :

Le TITULAIRE du lot n°2 aura la charge d'installer un bureau pour le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé, cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée. Le bureau peut disposer d'un fax, d'une ligne téléphonique.

Les dimensions de la salle de réunion seront suffisantes pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

Il se référera en particulier au paragraphe traitant des dépenses affectées dans le PGC.

Un coffret électrique de chantier devra être mis en place. La mise en place du coffret électrique sera pendant la préparation du chantier.

Le TITULAIRE se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier dans la mesure où ceux que le maître d'ouvrage a mis éventuellement à sa disposition ne sont pas suffisants.

Le TITULAIRE supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Si le chantier n'est d'un accès facile que par voie d'eau, notamment lorsqu'il s'agit de travaux de dragage, d'endiguement ou de pose de blocs, le TITULAIRE doit mettre gratuitement une embarcation armée à la disposition du maître d'œuvre et de ses agents, chaque fois que celui-ci le lui demande.

Le TITULAIRE doit faire apposer dans les chantiers une affiche indiquant le maître d'ouvrage pour le compte de qui les travaux sont exécutés et, si ce dernier n'est pas le maître d'ouvrage, l'organisme signataire du marché, les nom, qualité et adresse du maître d'œuvre.

Lieux de dépôt des déblais en excédent :

Le TITULAIRE se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt temporaire des déblais en excédent, en sus des emplacements que le maître d'ouvrage met éventuellement à sa disposition comme lieux de dépôt définitifs ou provisoires. Il doit soumettre le choix de ces terrains à l'accord préalable du maître d'œuvre, qui peut refuser l'autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l'aménagement des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient.

Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier établi par le lot n°1 en phase préparation indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent les équipements prévus au PGC ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

10.3. Autorisations administratives

Le maître d'ouvrage fait son affaire de la délivrance au TITULAIRE des autorisations administratives liées à l'exécution du marché, notamment les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé et les frais associés, les autorisations environnementales, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines, les ancrages, les permis de construire et de démolir nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage apporte son concours au TITULAIRE pour lui faciliter l'obtention des autres autorisations administratives dont il aurait besoin, notamment pour disposer des emplacements nécessaires à l'installation des chantiers et au dépôt temporaire des déblais.

Les éventuelles difficultés dans l'obtention de ces autorisations, non imputables au TITULAIRE, ouvrent droit à prolongation de délais dans les conditions de l'article 18.2.

10.4. Personnel intervenant

Accès aux immeubles et aux logements

L'ORGANISME s'engage à mettre à disposition du TITULAIRE les originaux des clés et badges d'accès aux immeubles concernés par le présent marché, en vue d'en faire des copies. Les doubles de ces badges et clés seront à la charge du TITULAIRE.

Mesures d'ordre social

La proportion maximale des ouvriers de nationalité étrangère par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier, ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

Une dérogation aux deux alinéas ci-dessus peut être apportée par l'ORGANISME dès lors qu'il s'agit de poste créé pour l'insertion par l'économique.

Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à R 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

Le TITULAIRE prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente, et, le cas échéant, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de son chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié. Ils doivent également être éclairés et, au besoin, gardés.

Le TITULAIRE prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance des chantiers le justifie.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du TITULAIRE.

En cas d'inobservation par le TITULAIRE des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'œuvre peut prendre aux frais du TITULAIRE les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

Le maître d'œuvre en informe le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'intervention des autorités compétentes ou du maître d'œuvre ne dégage pas la responsabilité du TITULAIRE.

Le maître d'œuvre informe le TITULAIRE de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le chantier et entravant le bon déroulement de celui-ci.

Il appartient au TITULAIRE de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement constaté.

L'attention du TITULAIRE est appelée sur le fait que la présentation de son personnel doit être en relation avec les travaux à effectuer chez l'habitant, tant au niveau vestimentaire que relationnel. A cet égard, l'ORGANISME se réserve la possibilité de refuser l'accès au chantier de personnel indélicat.

A contrario, lorsque le personnel intervenant sur chantier découvre un logement dans un état de saleté tel qu'il juge son intervention critique, il doit en avvertir l'ORGANISME, qui choisira la conduite à tenir.

Horaires de travail

LE TITULAIRE se doit de respecter le code du travail, concernant ses employés, et les contraintes de l'environnement du chantier, (travaux bruyants dans un milieu urbain). D'une manière générale, il ne sera pas accepté de travailler en dehors des horaires 7h – 20 heures.

Clause de dénigrement

L'ORGANISME sera en droit d'exiger du TITULAIRE le remplacement des agents ou techniciens qui auraient fait l'objet de remarques pour défaut de probité, mauvaise conduite ainsi que pour incompétence dans l'exercice de leurs fonctions.

Lutte contre le travail dissimulé

Le TITULAIRE, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée.

Le TITULAIRE, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

Le TITULAIRE avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

10.5. Conditions d'exécution

Intervention en milieu occupé

LE TITULAIRE veillera à n'occasionner aucune dégradation dans les logements et parties communes. Il devra mettre en place toutes les protections nécessaires. Il travaillera chaque fois que nécessaire en lien avec les autres entreprises.

L'alimentation électrique devra être maintenue dans les logements.

Protection des ouvrages (existants et à créer)

Chaque corps d'état est normalement responsable de la bonne conservation de ses ouvrages et équipements ; il doit donc en assurer leur protection. Les matériaux de protection (film plastique, cartonnage) seront enlevés en fin de chantier par l'entrepreneur et évacués à ses propres frais. L'entrepreneur aura à sa charge tous les remplacements qui s'avèreraient nécessaires jusqu'à réception des bâtiments.

Bruits du chantier

L'importance de l'ensemble des bruits doit être limitée à celles définies par la réglementation en vigueur. Seul l'emploi d'engins à moteur thermique insonorisé est autorisé dans les conditions d'exploitation à définir avec le Maître de l'Ouvrage.

Nettoyage des abords et des locaux (parties communes et logements)

LE TITULAIRE aura, à sa charge, sur les voies ouvertes à la circulation publique et privée le nettoyage des abords et chaussées de part et d'autre du chantier. Tout manquement DU TITULAIRE à ses obligations entraîne de plein droit, après constatation et mise en demeure restées sans effet, dans un délai de 24 heures, le nettoyage des voies par une entreprise au choix du Maître d'Œuvre, aux frais et dépens de l'entrepreneur.

Chaque corps d'état doit maintenir constamment en parfait état de propreté les logements, cages d'escalier, abords.

Les postes de travail seront régulièrement nettoyés et les gravats évacués.

Aucune mise en dépôt de détritux et gravais ne sera autorisée sur le site.

Le TITULAIRE du marché doit l'évacuation journalière de ses emballages, gravats, déchets, etc.

A défaut de nettoyage et d'évacuation du chantier, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre appliqueront la pénalité décrite au présent CCA et feront réaliser ces travaux par un tiers aux préjudices et frais du TITULAIRE.

Un rappel au compte-rendu de chantier ou par fax doit être considéré comme mise en demeure.

Trous, scellements, réservations, rebouchages, etc...

Le TITULAIRE du marché est tenu d'exécuter tous les scellements, percements et raccords nécessités par les travaux de son corps d'état sur les ouvrages existants. Les scellements directs,

par fixations mécaniques seront à la charge de chaque corps d'état intéressé, pour la mise en œuvre de ses installations.

Les différents raccords d'enduit ou de revêtement seront réalisés par l'entrepreneur concerné (gros œuvre, plâtrerie, peinture, carrelage), mais il est précisé qu'en cas de retard ou de malfaçons imputables à un autre corps d'état, les raccords seront exécutés à la charge de ce corps d'état et seront de même nature que le support.

10.6. Ajournement et interruption des travaux

10.6.1. Ajournement des travaux :

10.6.1.1. L'ajournement des travaux peut être décidé par le maître d'ouvrage. Cette décision a pour objet de différer le début des travaux ou d'en suspendre l'exécution. Il est alors procédé à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

Le TITULAIRE, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde et du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de l'ajournement.

Une indemnité d'attente de reprise des travaux permettant une juste rémunération du TITULAIRE peut être allouée. Le montant de cette indemnité est arrêté par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du TITULAIRE. Il est obligatoirement assorti d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires.

10.6.1.2. Si, par suite d'un ajournement ou de plusieurs ajournements successifs, les travaux ont été interrompus pendant plus d'une année, le TITULAIRE a le droit d'obtenir la résiliation du marché, sauf si, informé par écrit d'une durée d'ajournement conduisant au dépassement de la durée d'un an indiquée ci-dessus, il n'a pas, dans un délai de quinze jours, demandé la résiliation.

10.6.2. Interruption des travaux pour retard de paiement :

10.6.2.1. Au cas où deux acomptes successifs n'auraient pas été payés, le TITULAIRE peut, trente jours après la date de remise du projet de décompte pour le paiement du deuxième de ces acomptes, notifier au maître d'ouvrage, son intention d'interrompre les travaux au terme d'un délai de trente jours.

Si, dans ce délai, il n'a pas été notifié au TITULAIRE une décision du maître d'ouvrage ordonnant la poursuite des travaux, le TITULAIRE peut les interrompre.

10.6.2.2. Au cas où la poursuite des travaux a été ordonnée et sans préjudice du droit éventuel du TITULAIRE à indemnité compensatoire, les intérêts qui lui sont dus par suite du retard dans le paiement des acomptes mensuels sont majorés de 50 % à compter de la notification de la décision mentionnée au second alinéa de l'article 10.6.2.1.

10.6.2.3. Au cas où le TITULAIRE a régulièrement interrompu les travaux en application de l'article 10.6.2.1, les délais d'exécution des prestations sont, de plein droit, prolongés du nombre de jours compris entre la date de l'interruption des travaux et celle du paiement des acomptes en retard. Si le paiement du premier au moins des acomptes en retard n'est pas intervenu dans le délai de six mois après l'interruption effective des travaux, le TITULAIRE a le droit de ne pas les reprendre et de demander par écrit la résiliation du marché.

10.6.3. Suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles :

10.6.3.1. Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des travaux ou des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage. Lorsque la suspension est demandée par le TITULAIRE, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

10.6.3.2. Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des travaux ou des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des ouvrages, des parties d'ouvrages exécutées, des matériaux approvisionnés et des immobilisations de matériels et de personnels ainsi que, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du TITULAIRE pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la suspension et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

A défaut d'accord entre les parties, le TITULAIRE est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions du droit commun.

11. PROVENANCE, VERIFICATION, PRISE EN CHARGE ET IMPLANTATION DU OU DES OUVRAGES

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales, des Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

11.1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur.

Le TITULAIRE est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

11.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Cf. CCTP

Le maître d'œuvre, le contrôleur technique et l'examineur chargé de vérifier le respect des exigences du label peuvent exiger des entreprises tous les documents qu'ils jugeront nécessaires pour prouver la conformité de leurs travaux, des matériaux et produits mis en œuvre aux règles de l'art et aux exigences du marché.

11.3. Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Lorsque le marché prévoit la fourniture par le maître d'ouvrage de certains matériaux, produits ou composants de construction, le TITULAIRE, avisé en temps utile, les prend en charge à leur arrivée sur le chantier.

Les documents qui assurent la traçabilité de ces matériaux et produits sont mis à la disposition du TITULAIRE par le maître d'ouvrage.

Si le TITULAIRE constate la défectuosité des matériaux ou produits fournis par le maître d'ouvrage, il doit présenter ses observations par écrit au maître d'œuvre dans le délai de quinze jours à partir du moment où il a eu la possibilité de faire cette constatation, et, en tout état de cause, avant la mise en œuvre effective de ces matériaux ou produits. A défaut, il ne pourra s'en prévaloir pour écarter sa responsabilité en cas de non-conformité de l'ouvrage aux spécifications du marché.

Le CCTP désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis, le cas échéant, par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge, ou de leur réception par l'entrepreneur, ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer au TITULAIRE le retrait des matériaux, produits et composants de construction fournis à l'adresse qui lui sera communiquée.

Quel que soit le mode de transport et de livraison des matériaux, produits ou composants, et même en cas de prise sur stock, le TITULAIRE est tenu de procéder aux opérations nécessaires de déchargement, de débarquement, de manutention, de rechargement et de transport, jusque et y compris la mise en dépôt ou à pied d'œuvre des matériaux, produits ou composants.

Le TITULAIRE acquitte tous les frais de location, de surestaries ou de dépassement de délais de planche, toutes redevances pour dépassement de délais tarifaires de déchargement et, d'une façon générale, toutes pénalités et tous frais tels qu'ils résultent des règlements, des tarifs homologués ou des contrats, mais il ne conserve définitivement la charge de ces frais et pénalités que dans la mesure où le retard résulte de son fait.

Si le marché stipule que la conservation qualitative ou quantitative de certains matériaux, produits ou composants, nécessite leur mise en magasin, le TITULAIRE est tenu de construire ou de se procurer les magasins nécessaires, même en dehors du chantier.

Il supporte les frais de magasinage, de manutention, d'arrimage, de conservation et de transport entre les magasins et le chantier.

Dans tous les cas, le TITULAIRE a la garde des matériaux, produits et composants à partir de leur prise en charge. Il assume la responsabilité légale du dépositaire.

Le TITULAIRE ne peut être chargé de procéder en tout ou partie à la réception des matériaux, produits ou composants fournis par le maître d'ouvrage que si les documents particuliers du marché précisent :

- Le contenu du mandat correspondant ;
 - La nature, la provenance et les caractéristiques de ces matériaux, produits ou composants ;
 - Les vérifications à effectuer ;
 - Les moyens de contrôle à employer, ceux-ci devant être mis à la disposition du TITULAIRE.
- La charge des frais résultant des prestations prévues au présent article est réputée incluse dans les prix.

11.4. Implantation des ouvrages et localisation des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Au moins un salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux (chef de chantier, conducteur de travaux) doit être titulaire d'une AIPR (Autorisation d'intervention à Proximité des Réseaux) « encadrant ».

Il en va de même pour tout conducteur d'engin ou ouvrier intervenant à proximité des réseaux aériens ou enterrés qui se doit d'être titulaire à cette même date d'une AIPR « opérateur ».

Chaque entreprise devant intervenir à proximité des réseaux se doit de faire ses demandes de DICT avant tout démarrage. Celles-ci sont valables 3 mois après réception et doivent être renouvelées si le chantier est interrompu pendant plus de 3 mois ou si le chantier dure plus de 6 mois.

Le constat contradictoire d'arrêt ou de sursis de travaux est un document CERFA permettant d'établir tout arrêt ou sursis de travaux consécutif à la découverte d'un réseau enterré sensible pour la sécurité (électrique, gaz, éclairage public, hydrocarbure, chimique...) et non identifié à la date de la commande ou au constat d'une erreur notable de localisation d'un réseau enterré sensible pour la sécurité, susceptible d'entraîner un risque lors des travaux. Il est établi entre l'exécutant de travaux et le maître d'ouvrage.

Le constat contradictoire de dommage est un document CERFA établi entre l'entreprise exécutant les travaux et l'exploitant du réseau concerné pour confirmer l'arrêt ou la suspension du chantier et les conséquences financières qui en résultent lors de la découverte d'un réseau non identifié ou avec une erreur notable de localisation.

Marquage-piquetage :

En phase avant-travaux (préparation de chantier), la localisation des réseaux enterrés et la prise en compte des résultats des investigations complémentaires (IC) (à réaliser lorsque des réseaux dits sensibles ont été classés par le concessionnaire en classe d'incertitude B ou C) ont pour objectif d'améliorer la précision des informations fournies par l'exploitant. Ceci permet d'effectuer, avant la réalisation des travaux, un marquage piquetage au sol qui matérialise le tracé des réseaux enterrés et la zone d'emprise des travaux.

Dans le cas où l'exploitant des réseaux ne fournit pas les plans de l'ouvrage lors de la réponse à la DICT, celui-ci fait procéder sous sa responsabilité et à ses frais au marquage piquetage. Sinon, c'est l'exécutant des travaux qui fait procéder au marquage piquetage, sous sa responsabilité et à ses frais.

Pendant la phase travaux et durant tout le long du chantier, le marquage piquetage est maintenu en état par l'ensemble des exécutants successifs et remis en état à leurs frais.

12. COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

12.1. Réalisation d'un ouvrage en présence de marchés séparés

12.1.1. Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 10.1.2.3 du présent CCA.

Dès sa notification, le calendrier détaillé d'exécution s'applique.

Le calendrier détaillé d'exécution pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article "délais d'exécution" du présent CCA ;

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) TITULAIRE (S) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'avenant, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

12.1.2. Coordination des travaux

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage sera assurée par le pilote de chantier (OPC).

12.1.3. Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans le CCTP, PGC et CCA et qui ne sont pas affectées comme indiqué ci-après seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata ».

12.1.3.1. Dépenses affectées

La liste des dépenses affectées est définie dans le PGC.

Elles sont prises en charge par l'entrepreneur du lot désigné dans ce PGC et sont incluses dans le prix global et forfaitaire du lot concerné.

Chaque entreprise devra exécuter ou faire exécuter à ses frais les trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot qui lui est attribué.

12.1.3.2. Dépenses communes compte prorata

Le compte prorata est géré par le lot n°2 « Démolition – Gros Œuvre ».

N'entrent pas dans les dépenses communes les dépenses affectées au paragraphe ci-avant.

Le maître de l'ouvrage n'intervient pas dans la gestion du compte prorata en cours de chantier.

Seront imputées à ce compte les dépenses de consommations et les dépenses d'exploitation.

12.2. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

LE TITULAIRE devra dresser un programme d'exécution des travaux comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages.

Le TITULAIRE n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

Dans le cas d'un marché unique, l'attente du visa après notification du programme au maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au TITULAIRE.

Lorsque les travaux sont allotés, l'OPC élabore le calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec les TITULAIRES des différents lots et à l'article ci-avant.

12.3. Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails

Les études d'exécution seront réalisées par LE TITULAIRE. Ces études seront soumises au maître d'œuvre et au contrôleur technique, s'il y a lieu, pour visa préalablement à la réalisation des travaux.

Quand ils sont transmis sous forme électronique, tous ces documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels spécifiés par le maître d'œuvre.

Le TITULAIRE devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le maître d'œuvre.

Les documents seront transmis au contrôleur technique sous forme papier.

Les documents transmis sur support informatique (CD, DVD, autres) au maître d'ouvrage devront être sous forme de fichiers .pdf.

Le TITULAIRE a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère insuffisant de ces documents.

12.4. Echantillons

Il est précisé que les entrepreneurs sont tenus de présenter à l'approbation de l'Architecte avant toute fabrication ou mise en œuvre, tous les échantillons, modèles, maquettes, profils d'ouvrages de toute nature, etc. jugés indispensables ; et procéder, s'il y a lieu, à toutes les modifications nécessaires demandées par l'Architecte jusqu'à complet accord de celui-ci.

En outre, après arrêt du choix sur les fournitures et matériaux proposés par les Entreprises, il sera conservé au chantier et ce, pendant toute la durée des travaux, un échantillon témoin de toutes les fournitures retenues.

Sur chacun de ces échantillons une étiquette indiquera la référence de l'article du CCTP correspondant.

13 CONTROLES

13.1. Essais et contrôles – Généralités

Si le marché fait référence à des marques de qualité particulières comme valant preuve de conformité, des attestations délivrées par un organisme établi dans l'Espace économique européen et accrédité selon les normes NF EN ISO/CEI 17025 et NF EN ISO/CEI 17065 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord européen multilatéral pertinent pris dans le cadre de European co-operation for Accreditation (EA), coordination européenne des organismes d'accréditation peuvent être admises comme preuve de conformité si elles sont reconnues équivalentes.

Le TITULAIRE entrepose les matériaux, produits et composants de construction de manière à faciliter les vérifications prévues. Il prend toutes mesures utiles pour que les matériaux, produits et composants puissent être facilement distingués, selon qu'ils sont en attente de vérification ou acceptés ou refusés. Les matériaux, produits et composants refusés doivent être enlevés rapidement du chantier.

Les vérifications sont faites selon les indications stipulées dans les documents particuliers du marché ; le maître d'œuvre indique, s'il y est procédé sur le chantier, dans les usines, magasins ou carrières du TITULAIRE et des sous-traitants ou fournisseurs. Elles sont exécutées par le maître d'œuvre. Les documents particuliers du marché peuvent prévoir de lui substituer un laboratoire ou un organisme de contrôle.

Dans le cas où le maître d'œuvre ou son préposé effectue personnellement les essais, le TITULAIRE met à sa disposition le matériel nécessaire mais il n'a la charge d'aucune rémunération du maître d'œuvre ou de son préposé.

Le TITULAIRE adresse au maître d'œuvre les certificats constatant les résultats des vérifications faites. Au vu de ces certificats, le maître d'œuvre décide si les matériaux, produits ou composants de construction peuvent ou non être utilisés.

Le TITULAIRE est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires pour les vérifications.

Le TITULAIRE équipe, s'il y a lieu, les matériels de fabrication des dispositifs permettant d'opérer le prélèvement des matériaux aux différents stades de l'élaboration des produits fabriqués.

Si les résultats de vérifications prévues dans le marché ou par les normes pour une fourniture de matériaux, produits ou composants de construction ne permettent pas l'acceptation de cette fourniture, le maître d'œuvre peut prescrire, en accord avec le TITULAIRE, des vérifications supplémentaires pour permettre d'accepter éventuellement tout ou partie de la fourniture, avec ou

sans réfaction sur les prix. Les dépenses correspondant à ces dernières vérifications sont à la charge du TITULAIRE.

Les vérifications effectuées par un laboratoire ou organisme de contrôle sont faites à la diligence et à la charge du TITULAIRE. Ne sont pas à la charge du TITULAIRE les essais et épreuves que le maître d'œuvre exécute ou fait exécuter et qui ne sont pas prévus au marché.

Le TITULAIRE ne supporte pas la charge des frais de déplacement et de séjour que les vérifications entraînent pour le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou leurs préposés.

Certaines performances ne peuvent être mesurées qu'après réalisation complète des ouvrages, voire mise en service et utilisation de ceux-ci. Les mesures et contrôles seront donc, dans ce cas, réalisés après la date de réception des travaux.

13.2. Contrôle par l'organisme

Pour s'assurer d'un niveau de qualité constant des prestations du TITULAIRE, l'ORGANISME se réserve le droit d'effectuer des contrôles réguliers des travaux.

13.3. Transparence sur les plans d'actions correctives

Dans le cadre de l'amélioration constante de sa prestation, le TITULAIRE s'engage à mettre en place des actions en vue de corriger toutes dérives constatées pendant la durée des travaux.

Ces plans d'actions seront établis en concertation avec l'ORGANISME pour s'assurer de leur efficacité et de la bonne exécution sur le terrain.

14. ASSURANCES

14.1 Assurance de responsabilité

14.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le TITULAIRE du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le TITULAIRE est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du maître de l'ouvrage, le TITULAIRE devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours de la demande du maître de l'ouvrage.

Par ailleurs, le TITULAIRE devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du TITULAIRE en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus.

L'entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le TITULAIRE devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

14.1.2 Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le TITULAIRE et s'il y a lieu ses cotraitants et leurs sous-traitants, doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité civile décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, soit à la demande du maître de l'ouvrage avant signature du marché, soit dans un délai de 15 jours de la notification du marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du TITULAIRE en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Le TITULAIRE et ses cotraitants font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

14.2 Dispositions diverses

14.2.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le TITULAIRE s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse **les surprimes** qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit **seront intégralement répercutées sur le TITULAIRE concerné et recouvrées par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.**

De même, le TITULAIRE supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

14.2.2 Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de polices d'assurances est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le TITULAIRE et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le TITULAIRE et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du TITULAIRE et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires. Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

14.2.3 Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier, le TITULAIRE, et s'il y a lieu ses cotraitants, ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

14.2.4 Non-production d'attestation d'assurances

Dans le cas où le TITULAIRE ne peut produire une attestation des polices d'assurances qu'il doit contracter en vertu du présent CCA, et après mise en demeure restée infructueuse, le maître de l'ouvrage peut décider de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer le montant majoré de 10 % pour frais administratifs sur les sommes dues au TITULAIRE, sans préjudice de sa faculté de résiliation prévue à l'article 18.1 f).

15. RECEPTION

15.1. Généralités

Le TITULAIRE avise, à la fois, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou qui le seront.

Le maître d'œuvre procède, le TITULAIRE ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages dans un délai qui est de vingt (20) jours à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure.

15.1.1 Le maître d'ouvrage, avisé par le maître d'œuvre de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter. Le procès-verbal prévu à l'article 15.2 mentionne soit la présence du maître d'ouvrage, soit, en son absence, le fait que le maître d'œuvre l'avait avisé.

En cas d'absence du TITULAIRE à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal qui lui est notifié.

15.1.2 Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé, le TITULAIRE notifie cette information au maître d'ouvrage. Celui-ci fixe la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans les trente (30) jours qui suivent la réception de cette information, et la notifie au TITULAIRE et au maître d'œuvre. Il les informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations et assisté, s'il le juge utile, d'un expert, afin que puissent être mises en application les stipulations particulières suivantes :

- Si le maître d'œuvre dûment convoqué n'est pas présent ou représenté à la date fixée, cette absence est constatée et les opérations préalables à la réception sont effectuées par le maître d'ouvrage et son assistant éventuel ;
- Il en est de même si le maître d'œuvre présent ou représenté refuse de procéder à ces opérations.

15.1.3 A défaut de la fixation de cette date par le maître d'ouvrage, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration du délai de trente (30) jours mentionnés à l'article 15.1.2.

15.2. Opérations préalables à la réception

15.2.1 Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre et signé par lui et par le TITULAIRE. Si le TITULAIRE refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire lui est remis.

Dans le délai de cinq jours suivant la date du procès-verbal, le maître d'œuvre fait connaître au TITULAIRE s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Dans le cas où le maître d'œuvre ne respecte pas le délai de cinq jours mentionné à l'alinéa précédent, le TITULAIRE peut transmettre un exemplaire du procès-verbal au maître d'ouvrage, afin de lui permettre de prononcer la réception des travaux, le cas échéant.

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date de réception des opérations dans le délai de vingt (20) jours prévu à l'article 15.1, le procès-verbal est établi et signé par le maître d'ouvrage qui le notifie au maître d'œuvre. Un exemplaire est remis au TITULAIRE.

15.2.2 Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au TITULAIRE dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Sauf le cas prévu à l'article 15.1.3, à défaut de décision du maître d'ouvrage notifiée dans le délai précisé ci-dessus, les propositions du maître d'œuvre s'imposent au maître d'ouvrage et au TITULAIRE.

15.2.3 Dans le cas où certaines épreuves doivent, conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché, être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves.

Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie de parfait achèvement, ne sont pas concluantes, la réception est retirée.

15.2.4 S'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le TITULAIRE s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder un (1) mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévu à l'article 15.2.

15.2.5 Si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître d'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au TITULAIRE une réfaction sur les prix.

Si le TITULAIRE accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le TITULAIRE demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

15.2.6 Toute prise de possession des ouvrages par le maître d'ouvrage doit être précédée de leur réception.

Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

15.3. Réceptions partielles

15.3.1. La fixation par le marché pour une tranche de travaux, un ouvrage ou une partie d'ouvrage, d'un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux implique une réception partielle de cette tranche de travaux ou de cet ouvrage ou de cette partie d'ouvrage.

Les stipulations de l'article 15 s'appliquent aux réceptions partielles, sans préjudice dans des articles 15.3.3 et 15.3.4.

15.3.2. La prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, entraîne le transfert de la garde des ouvrages et doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions sont fixées par les documents particuliers du marché et notifiées par ordre de service. Ces conditions doivent au moins comporter l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

15.3.3. Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

15.3.4. Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception partielle faisant courir le délai prévu à l'article 7.1.3.

15.3.5. Dans tous les cas également, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux et sous réserve de la constatation de la levée de toutes les réserves.

15.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le présent article s'applique lorsque le marché, ou un ordre de service, prescrit au TITULAIRE de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés, à la disposition du maître d'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le TITULAIRE.

Le TITULAIRE a le droit de suivre les travaux non compris dans son marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du maître d'ouvrage. Il peut faire des réserves, s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que ces travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au maître d'œuvre.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le TITULAIRE n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du maître d'ouvrage.

16. GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

16.1. Délai de garantie

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 16.2, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, outre les obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application de l'article 15.4, le TITULAIRE est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuelles de finition ou de reprise prévus aux articles 15.2.4 et 16.3 ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;

- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché ;

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b et c ci-dessus ne sont à la charge du TITULAIRE que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le TITULAIRE est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières éventuellement prévues par les documents particuliers du marché.

Les sûretés éventuellement constituées sont libérées dans les conditions réglementaires.

Si le maître d'ouvrage fait obstacle à la libération des sûretés, il en informe, en même temps, le TITULAIRE par tout moyen permettant de donner une date certaine.

16.2. Prolongation du délai de garantie

Si, à l'expiration du délai de garantie, le TITULAIRE n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 16.1 ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés par le maître d'œuvre pour remédier à un éventuel vice de construction, le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le TITULAIRE ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 15.2.5.

16.3. Levée des réserves et reprise des travaux dans le cadre de la garantie de parfait achèvement

16.3.1 Lorsque la réception est assortie de réserves, le TITULAIRE doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception qui ne peut être inférieure à quinze (15) jours.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du TITULAIRE, après mise en demeure restée sans effet.

16.3.2 De même, le TITULAIRE dispose d'un délai de quinze (15) jours, sauf accord exprès des parties sur un autre délai, pour remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pendant le délai de garantie de parfait achèvement.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du TITULAIRE, après mise en demeure restée sans effet.

17 SANCTIONS ET MESURES COERCITIVES

17.1. Pénalités

17.1.1 Généralités sur les pénalités

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes à verser au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres membres du groupement.

En cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du TITULAIRE, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 18.

17.1.2 Quantum des pénalités

Les pénalités ci-après peuvent se cumuler et ne sont pas plafonnées.

Pénalités pour retard dans l'exécution

Le non-respect d'un délai d'intervention et/ou d'exécution donne lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité fixée à **300 €** par jour calendaire de retard pour les 15 premiers jours de retard. Ce montant sera majoré de 20% pour les 15 jours suivants et de 50% pour tout retard supérieur à un mois.

Pour les cas de retard dans la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensembles de prestations faisant l'objet de délais partiels ou particuliers ou de dates limites fixés dans le marché, il est fait application de pénalités provisoires.

En cas de retard sur un délai partiel prévu au marché, si le délai global est respecté, le maître d'ouvrage rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

Pénalités pour nettoyage non réalisé

Nettoyage non réalisé après intervention : **150 €**

Pour ce qui concerne la remise en état des lieux et le nettoyage, l'attention du TITULAIRE est appelée notamment sur l'état des logements après travaux. Toute carence en ce domaine entraînera l'exécution de cette tâche par une entreprise spécialisée aux frais et risques du TITULAIRE défaillant majoré du montant de la pénalité.

Pénalités pour retard de présentation d'un sous-traitant

Dans le cas où le TITULAIRE n'a pas transmis à l'ORGANISME après mise en demeure de le faire, les avenants, actes spéciaux ou pièces énumérées au présent CCA relatifs à la sous-traitance, il encourt une pénalité journalière de 1/1000e du montant de son marché. Le défaut de communication de ces pièces dans un délai supérieur à 1 mois au-delà de la date d'effet de la mise en demeure expose le TITULAIRE à l'application des mesures prévues au présent CCA.

Pénalités pour retard ou absence à une convocation

Lorsque le TITULAIRE ne répond pas à une convocation de l'ORGANISME, ou qu'il se fait représenter par une personne non habilitée à prendre les décisions ad hoc, celui-ci s'expose à une pénalité d'un montant fixé à **50 €**.

En cas de retard supérieur à 30 minutes à ces convocations, le TITULAIRE se verra appliquer une pénalité de **30 €**.

Pénalités pour retard dans la transmission des pièces

En cas de retard, dans la transmission des pièces demandées par les parties prenantes (Maître d'Ouvrage, Maître d'Œuvre, bureau de contrôle, coordonnateur SPS...), il sera appliqué les pénalités suivantes : **150 €** par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard dans l'exécution des levées de réserves

A la suite des opérations de pré-réception et réceptions des travaux, le TITULAIRE aura un délai de 2 semaines à partir de la date de ces opérations pour lever les éventuelles réserves. Le non-respect de

ce délai donnera lieu à l'application d'une pénalité fixée à **100 € HT** par logement et par jour calendaire pour les 15 premiers jours de retard. Ce montant sera majoré de 20% pour les 15 jours suivants. Au-delà de 30 jours de retard, l'ORGANISME ordonnera une exécution aux frais et risques selon les modalités décrites au présent CCA.

Limites au cumul des pénalités

Le montant des pénalités ne pourra pas dépasser 50 % du montant total des prestations facturées. Si le cumul dépasse ces 50 %, la qualité du TITULAIRE ne répondant pas au degré d'exigence de l'ORGANISME, ce dernier pourra remettre en cause le contrat selon les conditions de résiliation définies ci-après.

17.2. Exécution aux frais et risques du titulaire

Lorsque LE TITULAIRE ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de services, le Maître d'Ouvrage le met en demeure d'y satisfaire sans délai, par courrier recommandé.

Si LE TITULAIRE n'a pas déféré à la mise en demeure, une exécution par une tierce entreprise à ses frais et risques peut être ordonnée.

Pour l'exécution par une tierce entreprise, laquelle peut n'être que partielle, il est procédé, en présence ou non des entrepreneurs défaillants, à la constatation des travaux exécutés et des approvisionnements existants, ainsi qu'à l'inventaire du matériel appartenant aux entreprises défaillantes et à la remise à celles-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à l'achèvement des travaux poursuivis par une tierce entreprise.

Après l'expiration d'un délai de 1 mois suivant la notification de la décision du maître d'ouvrage, la résiliation du marché peut être décidée en vertu des stipulations du présent CCA.

Les entreprises défaillantes dont les travaux sont exécutés par une tierce entreprise pourront en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres du Maître d'Ouvrage.

Il en est de même en cas de nouveau marché passé à ses frais et risques.

Les excédents de dépenses qui résultent de ladite exécution ou du nouveau marché sont à la charge des entrepreneurs défaillants. Ces dépenses sont prélevées sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercés contre lui en cas d'insuffisance. Il est précisé que les montants facturés sont majorés de 10% pour tenir compte des frais administratifs engagés par le Maître d'Ouvrage.

Dans le cas d'une diminution des dépenses, les entreprises défaillantes ne peuvent en bénéficier même partiellement.

17.3. Réfaction

Hormis les réductions des prix du marché en vertu d'application de pénalités, l'ORGANISME peut appliquer une réfaction sur le marché, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant, dans les conditions suivantes :

Non-respect des performances

Dans le cas où les mesures et contrôles prévus au présent CCA permettent de constater que les performances atteintes sont inférieures à celles prévues au marché et après mise en demeure restée

infructueuse, que le TITULAIRE se refuse d'intervenir, ou qu'après intervention les résultats ne soient toujours pas conformes aux spécifications du marché, il sera appliqué sur les créances du TITULAIRE une réfaction dont le montant sera calculée sur la base des éléments en cause de l'annexe à l'acte d'engagement affectés d'un coefficient pondérateur.

18 RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les conditions prévues aux articles suivants :

18.1. Résiliation pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour faute du TITULAIRE dans les cas suivants.

Ces cas de résiliation n'ouvrent droit à aucune indemnisation pour le TITULAIRE.

- a) Le TITULAIRE contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) Le TITULAIRE a refusé de représenter ou de restituer des bâtiments, terrains, matériels, produits de construction, équipements et approvisionnements qui lui ont été confiés, ou il a dégradé ou utilisé de manière abusive ces bâtiments, terrains, matériels, objets et approvisionnements ;
- c) En cas de manquement quelconque du TITULAIRE à une de ses obligations contractuelles, après mise en demeure restée infructueuse dans les délais impartis. Dans ce cas, la résiliation du marché décidée peut être soit simple, soit aux frais et risques du TITULAIRE et, dans ce dernier cas, il est fait application des stipulations de l'article 17.2 ;
- d) Dans le cas où le marché prévoit un contrôle de coût de revient, le TITULAIRE a contrevenu à ses obligations ;
- e) Le TITULAIRE a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 1.6 ;
- f) Le TITULAIRE n'a pas produit les attestations d'assurances après mise en demeure du maître d'ouvrage ;
- g) Le TITULAIRE déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) Le TITULAIRE n'a pas communiqué les modifications demandées par le maître d'œuvre et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- i) Le TITULAIRE s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- j) Le TITULAIRE ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel, et à la sécurité ;
- k) Postérieurement à la signature du marché, le TITULAIRE a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- l) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le TITULAIRE, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au TITULAIRE et être restée sans effet.

Dans le cadre de la mise en demeure, le maître d'ouvrage informe le TITULAIRE de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le TITULAIRE.

18.2. Résiliation pour événements extérieurs au marché

18.2.1 Décès ou incapacité civile du titulaire :

En cas de décès ou d'incapacité civile du TITULAIRE, le maître d'ouvrage peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le TITULAIRE ou ses ayants droit à aucune indemnité.

18.2.2 Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du TITULAIRE.

En cas de liquidation judiciaire du TITULAIRE, le marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du TITULAIRE.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le TITULAIRE, à aucune indemnité.

18.2.3 Incapacité physique du titulaire :

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du TITULAIRE, compromettant la bonne exécution du marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le TITULAIRE à aucune indemnité.

18.3. Résiliation du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de son mandataire

18.3.1 Pour ordre de service tardif :

Dans le cas où le marché prévoit que son exécution doit commencer sur un ordre de service intervenant après la notification du marché, si cet ordre de service n'a pas été notifié dans le délai fixé par le marché ou, à défaut d'un tel délai, dans les douze (12) mois suivant la notification du marché, le TITULAIRE peut :

- Soit proposer au maître d'ouvrage une nouvelle date de commencement d'exécution. Les prestations sont alors exécutées aux conditions économiques du marché tel qu'il a été notifié. Si le maître d'ouvrage refuse la proposition du TITULAIRE, celui-ci peut demander par écrit la résiliation du marché ;
- Soit demander, par écrit, la résiliation du marché.
Lorsque la résiliation est demandée par le TITULAIRE en application du présent article, elle ne peut lui être refusée.

Si, ayant reçu l'ordre de commencer l'exécution du marché, le TITULAIRE n'a pas, dans un délai de quinze jours suivant la date de réception, refusé d'exécuter cet ordre et proposé une nouvelle date de commencement ou demandé la résiliation du marché, il est réputé, par son silence, avoir accepté d'exécuter les prestations aux conditions initiales du marché.

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du TITULAIRE en application du présent article, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et nécessaires à son exécution. Il doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois, à compter de la notification de la décision de résiliation.

18.3.2 Après ajournement ou interruption des travaux

En application de l'article 10.6.1.2, le marché peut être résilié.

Cette résiliation ouvre droit pour le TITULAIRE à indemnité dont les modalités sont fixées par l'article 10.6.1.

18.4. Opérations de liquidation

18.4.1. Modalités d'exécution :

18.4.1.1. En cas de résiliation, il est procédé, le TITULAIRE ou ses ayants droit, tuteur, administrateur ou liquidateur, dûment convoqués, aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier. Il est dressé procès-verbal de ces opérations. Ce procès-verbal comporte l'avis du maître d'œuvre sur la conformité aux stipulations du marché des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés.

Ce procès-verbal est signé par le maître d'ouvrage. Il emporte réception des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, avec la date d'effet de la résiliation, correspondant au point de départ des délais de garantie.

18.4.1.2. Dans les dix jours suivant la date de signature de ce procès-verbal, le maître d'ouvrage fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des ouvrages ou parties d'ouvrages exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'ouvrages.

A défaut d'exécution de ces mesures par le TITULAIRE dans le délai imparti par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre les fait exécuter d'office.

Sauf dans les cas de résiliation ouvrant droit à indemnité, ces mesures sont à la charge du TITULAIRE.

18.4.1.3. Le maître d'ouvrage dispose du droit de racheter, en totalité ou en partie :

- Les ouvrages provisoires réalisés dans le cadre du marché et utiles à l'exécution du marché ;
- Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés pour les besoins du marché, dans la limite où il en a besoin pour le chantier.

Il dispose, en outre, pour la poursuite des travaux, du droit, soit de racheter, soit de conserver à sa disposition le matériel spécialement construit pour l'exécution du marché.

En cas d'application des deux alinéas précédents, le prix de rachat des ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés, sont rachetés aux prix du marché ou, à défaut, à ceux qui résultent de la décomposition du prix global et forfaitaire.

18.4.1.4. Le TITULAIRE est tenu d'évacuer les lieux dans le délai qui est fixé par le maître d'œuvre.

18.4.2. Décompte de résiliation :

18.4.2.1. En cas de résiliation du marché, une liquidation des comptes est effectuée. Le décompte de résiliation du marché, qui se substitue au décompte général, est arrêté par décision du maître d'ouvrage et notifié au TITULAIRE.

18.4.2.2. Le décompte de résiliation comprend :

a) Au débit du TITULAIRE :

- Le montant des sommes versées à titre d'avance et d'acompte ;
- La valeur, fixée par le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au TITULAIRE que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le maître d'ouvrage cède à l'amiable au TITULAIRE ;
- Le montant des pénalités ;
- Le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du TITULAIRE.

b) Au crédit du TITULAIRE :

- La valeur contractuelle des travaux exécutés, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- Le montant des rachats ou locations ;
- Le cas échéant, le montant des indemnités.

18.4.2.3. Le décompte de résiliation est notifié au TITULAIRE par le maître d'ouvrage, au plus tard deux mois suivant la date de signature du procès-verbal. Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du TITULAIRE, le décompte de résiliation ne sera notifié au TITULAIRE qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Si un différend survient entre l'ORGANISME et le TITULAIRE, ceux-ci conviennent de se consulter pour examiner les conditions de règlement amiable de ce différend.

19. DIFFERENDS ET LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige relatif à la procédure de passation du marché, le tribunal compétent est le Tribunal judiciaire de Lille – 13, avenue du Peuple Belge – 59000 LILLE.

Tous litiges relatifs à l'exécution du marché relèvent de la compétence du Tribunal compétent dans le ressort duquel se situe le siège social du Pouvoir adjudicateur.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

20. PROTECTION DES DONNEES

Le TITULAIRE devra assurer des prestations de travaux objet du présent marché. Son personnel amené à traiter les données personnelles dispose des compétences et formations nécessaires, notamment, en ce qui concerne le respect des réglementations en vigueur.

Le TITULAIRE reconnaît présenter les garanties suffisantes, notamment en termes de connaissance, de fiabilité et de ressources pour la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles satisfaisant aux obligations légales et réglementaires en matière de protection des données, et s'engage à respecter les dispositions législatives et réglementaires applicables.

21. VIDEOPROTECTION

L'organisme a placé certains de ses locaux sous vidéosurveillance afin d'assurer la sécurité des personnes et de ses biens. Il s'engage à respecter les obligations qui encadrent le régime de la vidéoprotection afin de veiller au bon usage du système et garantir les libertés individuelles et collectives.

Le TITULAIRE est informé qu'il est susceptible de travailler dans des espaces vidéosurveillés.

22. LISTE DES ANNEXES

Annexe n°1: Protection des données personnelles.

Annexe n°2: Traitements de données personnelles effectués par le Titulaire.